

Réponse de Odigo à la consultation Publique ARCEP

« Établissement du plan national de numérotation et de ses
règles de gestion »

23 juillet 2025 - 26 septembre 2025

Question 1. Avez-vous des commentaires relatifs à la création de la catégorie des numéros polyvalents pour les appels et messages d'intérêt général, et aux conditions d'attribution, de renouvellement et d'utilisation qui s'y rapportent ?

Odigo n'a pas de commentaires relatifs à la création de cette catégorie de numéros.

Question 2. Que pensez-vous des règles d'altération du numéro d'appelant proposées par l'Arcep lorsque les opérateurs n'ont pas la possibilité de s'assurer de l'authenticité du numéro d'appelant mobile présenté lors d'un appel arrivant sur leurs interconnexions internationales entrantes ?

Odigo est favorable au principe d'altération du numéro d'appelant proposé par l'ARCEP.

Cependant, ne disposant d'interconnexions internationales entrantes permettant la présentation d'un numéro du plan national de numérotation, Odigo n'a pas instruit la faisabilité technique de son implémentation.

Question 3. Que pensez-vous de la valeur (« 99 99 99 99 99 ») de l'identifiant d'appelant banalisé proposée par l'Arcep ? L'utilisation de cette valeur présenterait-elle des difficultés techniques ?

Odigo ne disposant pas d'interconnexions internationales entrantes permettant la présentation d'un numéro du plan national de numérotation, Odigo n'est pas en mesure de se prononcer sur les difficultés techniques éventuelles d'utilisation de la valeur (« 99 99 99 99 99 »).

Question 4. Que pensez-vous de la recommandation formulée par l'Arcep d'altérer le numéro d'appelant (avec la valeur « 99 99 99 99 99 ») pour les situations dans lesquelles les opérateurs ne seraient pas en mesure de retransmettre les informations d'authentification apposées dans la signalisation de l'appel, afin d'éviter toute usurpation ?

Odigo est favorable à la recommandation d'altération du numéro appelant proposée par l'ARCEP une fois que les travaux sectoriels engagés pour mettre fin aux attestations en B auront été menés à leur terme, soit mi-2028.

Question 5. Que pensez-vous des règles proposées par l'Arcep pour encadrer la modification par un opérateur de l'identifiant d'appelant ou d'émetteur ?

Odigo est favorable aux règles proposées par l'ARCEP dès lors qu'elles ne s'appliquent qu'aux numéros fixes, seuls numéros concernés par la délégation d'affichage.

Cependant, ces règles ne pourront être applicables qu'une fois que les travaux sectoriels engagés pour mettre en place la solution de délégation d'affichage auront été menés à leur terme, soit fin 2027.

Question 6. Que pensez-vous de l'interdiction proposée par l'Arcep de toute délégation d'affichage portant sur un numéro mobile

Odigo est favorable à cette interdiction.

Question 7. Que pensez-vous de l'application d'un délai de réaffectation d'un numéro à un utilisateur final, lorsque ce numéro a été résilié à l'initiative d'un opérateur, qui soit compris entre 45 et 120 jours ?

Odigo est favorable à un tel délai de réaffectation.

Question 8. Que pensez-vous de l'autorisation d'afficher des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant et des conditions associées à l'utilisation de tels numéros en tant qu'identifiant d'appelant ?

Odigo estime que l'autorisation d'afficher des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant nécessite la mise à disposition par le CCED d'une liste exhaustive des numéros concernés et des organismes habilités à présenter ces numéros.

Par ailleurs, la mise en œuvre de la solution de délégation d'affichage sera nécessaire pour permettre la signature avec une attestation A des appels présentant un numéro d'urgence.

Question 10. Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep d'obliger les opérateurs à affecter un premier numéro à un utilisateur final dans un délai d'un an après la notification de la décision d'attribution du bloc correspondant ?

Odigo n'est pas opposée à cette obligation dès lors qu'il reste possible, moyennant justification, d'y déroger en obtenant par exemple un délai supplémentaire d'un an avant d'affecter un premier numéro à un utilisateur final.

En effet, sur le marché entreprises, dans le cadre par exemple du lancement de nouvelles offres, les délais peuvent être longs, d'autant plus si des difficultés sont rencontrées pour pouvoir ouvrir de nouvelles ressources en numérotation.

Question 11. Que pensez-vous, lors d'une résiliation sans portage, de l'obligation de restituer un numéro précédemment porté à l'opérateur attributaire au terme du délai de réaffectation ?

Odigo est favorable à cette obligation qu'elle applique déjà.

Question 12. Que pensez-vous de la limitation du nombre de préfixes RIO attribuables par opérateur à un ?

Odigo n'a pas d'objection à cette limitation.

Question 13. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents pour les territoires de Guadeloupe, Martinique et Mayotte ?

Odigo est favorable à l'allocation de nouveaux numéros polyvalents pour les territoires de Guadeloupe, Martinique et Mayotte.

Question 14. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents vérifiés pour les territoires de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

Odigo n'a pas d'objection à l'allocation de nouveaux numéros polyvalents vérifiés pour les territoires de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte.

Question 15. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux préfixes de routage, à la fois pour les numéros polyvalents et les numéros mobiles, pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

Odigo est favorable à l'allocation de nouveaux préfixes de routage, à la fois pour les numéros polyvalents et les numéros mobiles, pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte.

Question 16. Que pensez-vous de la réduction à 100 000 numéros de la granularité d'attribution des numéros polyvalents de longueur étendue et des numéros mobiles de longueur étendue pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

Odigo n'a pas d'objection à cette réduction.

Question 17. Que pensez-vous des évolutions relatives à l'attribution et à l'utilisation des codes R1R2 ?

Odigo n'est pas favorable à ces évolutions qui vont nécessiter des développements pour modifier le SI de facturation.

Question 18. Que pensez-vous de la suppression des préfixes d'accès à des services de réseau privé virtuel ?

Odigo n'a pas d'objection à cette suppression.

Question 19. Que pensez-vous de l'interdiction, d'ici au 1er juillet 2028, des mises à disposition de numéros ?

Odigo est favorable à l'interdiction de la mise à disposition des numéros.

La mise à disposition n'étant plus pratiquée par Odigo, Odigo n'a pas de remarque quant à la date d'application.

Question 20. Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser des préfixes de routage fournis par un autre opérateur ?

Odigo est favorable à cette interdiction.

Question 21. Que pensez-vous de la suppression de l'obligation de transmettre annuellement des rapports d'utilisation et de mise à disposition ?

Odigo n'a pas de remarque sur cette suppression dans la mesure où la mise à disposition n'est plus pratiquée par Odigo.

Question 22. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de ces éléments dans le cadre d'une restitution de numéros spéciaux et courts ?

Odigo n'a pas de commentaires relatifs à la fourniture de ces éléments.

Question 23. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture d'un document attestant de l'habilitation du demandeur par l'entreprise dès lors que celui-ci n'est pas employé par cette société et qu'il demande un identifiant d'accès pour le compte de cette dernière ?

Odigo n'a pas d'objection à cette obligation.

Question 24. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse postale de l'équipement ainsi que l'adresse postale du point d'interconnexion pour chaque demande de numéros territorialisés et de préfixes de routage de numéros polyvalents et mobiles ?

Odigo n'a pas d'objection à cette proposition dès lors que l'adresse postale peut correspondre au point d'interconnexion de l'opérateur ou bien celui de son collecteur, le cas échéant.

Question 25. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse physique du point de signalisation pour toute demande d'attribution de CPSN ?

Odigo n'a pas de commentaires relatifs à la fourniture de cette information.

Question 26. Avez-vous des commentaires relatifs à la modification du type de contacts à fournir à l'appui d'une demande d'attribution ?

Odigo est favorable à cette proposition.